economiesuisse

Le conseiller fédéral Guy Parmelin et des représentants de l'industrie exportatrice échangent sur les défis à relever

La sixième table ronde a examiné les conséquences de la guerre en Ukraine et les difficultés d'approvisionnement. Le 10 mai, des représentants de haut rang de l'économie ont rencontré le conseiller fédéral Guy Parmelin pour discuter de la situation de l'industrie suisse d'exportation. L'attaque de la Russie contre l'Ukraine a fortement accru les incertitudes quant aux perspectives économiques.

Les sociétés exportatrices suisses se montrent résilientes; elles ont enregistré un taux de croissance positif au premier trimestre 2022, pour le septième trimestre consécutif. Cela dit, les perspectives se sont détériorées avec la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. C'est ce qui est ressorti de la sixième table ronde avec le conseiller fédéral Guy Parmelin. Les représentants de l'industrie exportatrice suisse ont présenté des perspectives pour leur secteur et fait état de préoccupations. Il est apparu clairement que la dynamique des exportations est fortement freinée par des difficultés d'approvisionnement. Celles-ci affectent l'ensemble de l'économie. C'est ce que montre une récente enquête interne d'economiesuisse. L'industrie exportatrice suisse s'attend à une aggravation des difficultés d'approvisionnement et à de nouvelles hausses de prix, en particulier les industries agroalimentaire, textile et MEM..

Les prix des matières premières et du transport ont pris l'ascenseur par rapport à leur niveau avant la pandémie. Les entreprises réagissent à la situation actuelle

en diversifiant leurs fournisseurs ou en augmentant leurs stocks. Les participants à la table ronde ont souligné à plusieurs reprises l'importance de la sécurité d'approvisionnement en énergie.

LA LOI DU PLUS FORT S'IMPOSE DE PLUS EN PLUS

Le commerce mondial et les règles sur lesquelles il s'appuie sont soumis à une forte pression. Le protectionnisme gagne insidieusement du terrain depuis plus de quinze ans. Parallèlement, les règles de l'Organisation mondiale du commerce n'ont pas pu être développées – et l'application des lois s'est affaiblie. Le récent débat sur la protection de la propriété intellectuelle illustre bien la situation. Au lieu de tendre à renforcer la mise en œuvre des règles, il est question d'aménager de nouvelles exceptions. L'économie mondiale risque en outre de se scinder en plusieurs blocs sous l'effet de la guerre en Ukraine. Le système multilatéral actuel et sa sécurité juridique cèderait la place à des groupes régionaux d'États dominants appliquant la loi du plus fort. Il faudrait s'attendre à une multiplication des conflits commerciaux. Une telle évolution représente un défi majeur pour la politique économique extérieure de la Suisse.

OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE: PAS DE SOLUTION EN VUE AVEC L'UE

Les participants ont par ailleurs mentionné le blocage de la politique européenne. L'administration fédérale a donné une brève information sur la situation actuelle: la Commission européenne refuse toujours d'appliquer l'accord sur les obstacles techniques au commerce. Outre l'industrie de la technologie médicale, d'autres catégories de produits seront touchées ces trois prochaines années. Cela risque de freiner le développement des relations économiques bilatérales.

DEVELOPPER LES CONDITIONS D'ACTIVITE DES ENTREPRISES EXPORTATRICES AU LIEU DE LES COMPLIQUER

Les flux mondiaux de marchandises sont appelés à évoluer. Les États-Unis sont devenus, c'est nouveau, la première destination d'exportation de la Suisse. Ce marché renferme un très gros potentiel. Les pays du Mercosur ont également été mentionnés parmi les marchés d'avenir. Il sera donc très important de garantir et d'améliorer l'accès à ces marchés de croissance grâce à des accords de libre-échange.

D'autres instruments sont les mesures de promotion des exportations, dont l'orientation stratégique pour les années 2024-2027 a été brièvement présentée. Les mesures visant à améliorer la productivité de l'économie intérieure ont aussi été mises en avant. La tendance à la politisation de la politique économique extérieure de la Suisse a par contre été critiquée. Les interventions qui demandent que des conditions politiques soient satisfaites avant l'ouverture de négociations sur des accords économiques ou qui réclament une politique de sanctions portée par la Suisse uniquement ne contribueront pas, bien au contraire, à relever les défis qui se posent à l'économie extérieure suisse.